

ORDONNANCES DE L'ARTICLE 38 DE LA CONSTITUTION

Première année du quinquennat 2022–2027

Une légère diminution du nombre d'habilitations, le maintien d'un rythme élevé de publication d'ordonnances et un taux de ratification qui reste faible malgré une légère hausse



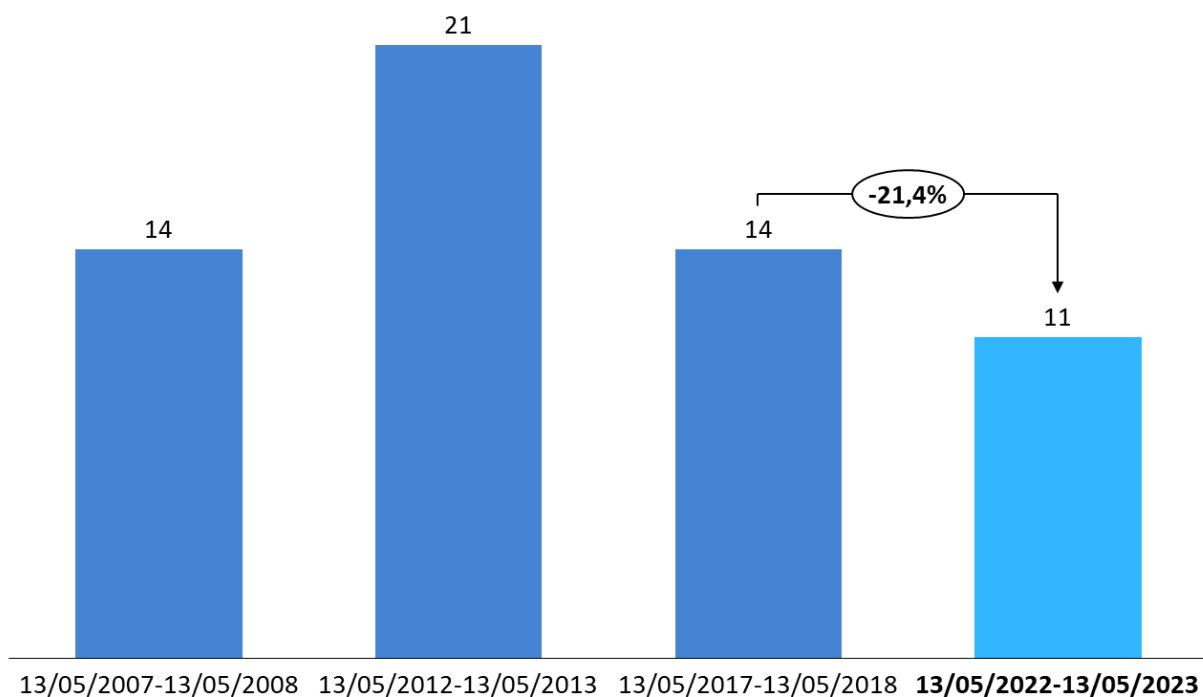
1. UN NOMBRE D'HABILITATIONS EN BAISSÉ



Habilitations accordées depuis le début du quinquennat actuel

Au 13 mai 2023, à l'issue de la première année du quinquennat 2022-2027, **11 habilitations** à légiférer par ordonnance ont été accordées au Gouvernement par le Parlement, en baisse par comparaison avec le quinquennat précédent à la même période, au cours de laquelle 14 habilitations avaient été accordées.

Habilitations prises au cours de la première année du quinquennat



Source : Direction de la Séance du Sénat (division des Lois et de la légistique)

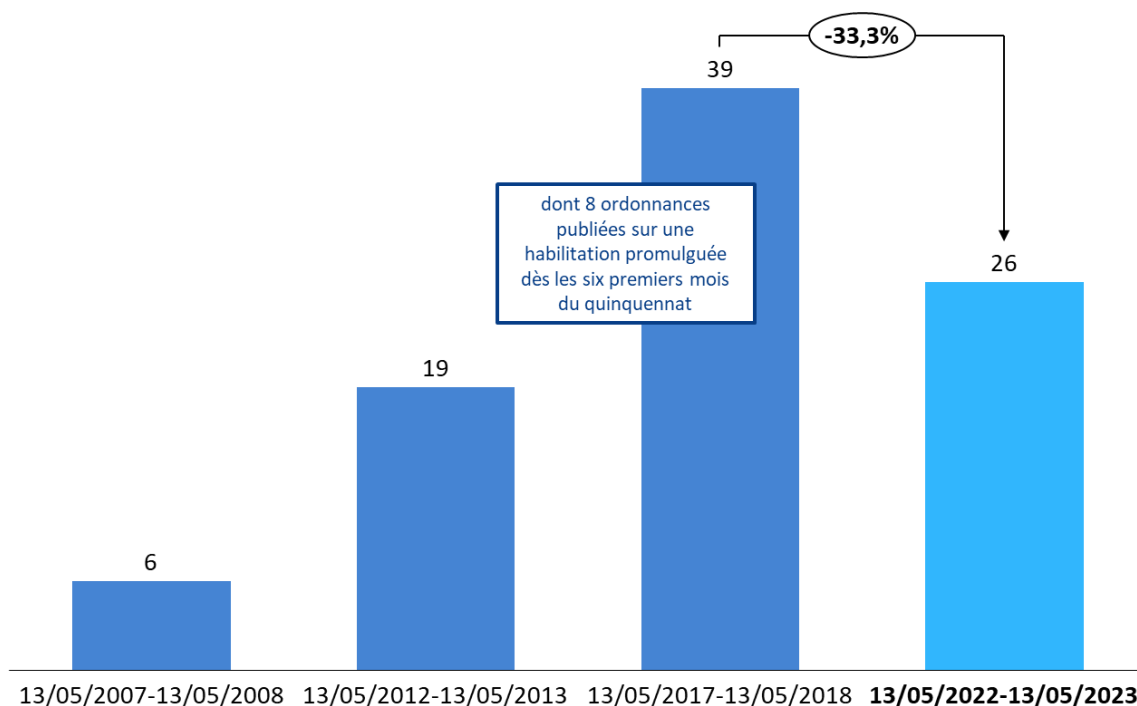
2. DES ORDONNANCES TOUTES PUBLIÉES, À CE STADE, SUR LE FONDEMENT D'HABILITATIONS DONNÉES SOUS LE QUINQUENNAT PRÉCÉDENT

Au cours de la première année du quinquennat 2022-2027, **26 ordonnances ont été publiées**, toutes sur le fondement d'habilitations **données sous le quinquennat précédent**.

Ce chiffre paraît en **légère décroissance** par rapport au quinquennat 2017-2022 sous lequel, à la même période, 31 ordonnances avaient déjà été publiées, permettant de conclure à un **rythme de publication d'ordonnances relativement comparable d'un quinquennat l'autre**.

Afin de comparer des bases homogènes, ont été retranchées du total des publications de la première année du quinquennat précédent les 8 ordonnances publiées seulement quelques semaines après la promulgation de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social, dont le Sénat avait contesté le principe consistant à intégralement déléguer au Gouvernement la traduction législative de négociations collectives en cours.

Publications d'ordonnances au cours de la première année du quinquennat



Source : Direction de la Séance du Sénat (division des Lois et de la légistique)

3. LA RATIFICATION DU « STOCK » D'ORDONNANCES PUBLIÉES : UN EFFORT QUI RESTE INSUFFISANT¹



Nombre d'ordonnances du quinquennat 2017-2022 ratifiées

Depuis le début du quinquennat 2022-2027, **un effort de ratification des ordonnances publiées sous le quinquennat précédent a été entrepris**. Pour rappel, sur un total de 352 ordonnances publiées, **281 restaient alors en attente de ratification**.

Au 13 mai 2023, depuis le début du quinquennat actuel, 31 de ces ordonnances ont fait l'objet d'une ratification, portant à **102 le nombre de ratifications d'ordonnances publiées au cours du quinquennat 2017-2022** (soit un taux de ratification de 29 %). Bien qu'en augmentation, ce taux reste nettement inférieur à ceux des quinquennats 2007-2012 et 2012-2017.

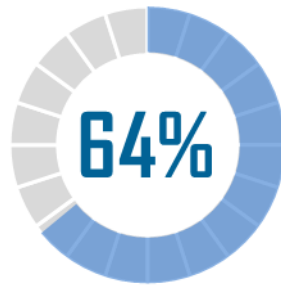
Enfin, depuis le début du quinquennat 2022-2027, **une seule ordonnance publiée sous ce même quinquennat a été ratifiée**.

¹ Le taux de ratification est calculé à partir du nombre d'ordonnances publiées *par quinquennat*.

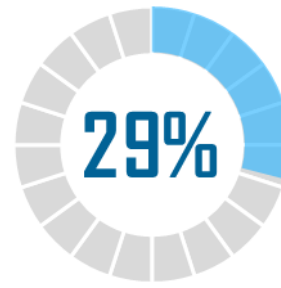
Taux de ratification des ordonnances publiées sous les trois derniers quinquennats



2007-2012



2012-2017



2017-2022

Source : Direction de la Séance du Sénat (division des Lois et de la légistique)

4. LES MESURES D'HABILITATION DU QUINQUENNAT 2017-2022 RESTANT EN ATTENTE D'ORDONNANCES

26 habilitations accordées par le Parlement au cours du quinquennat 2017-2022 n'ont pas donné lieu à la publication d'une ordonnance dans le délai imparti par la loi d'habilitation, soit une **déperdition de plus de 6,3 %**.

Par ailleurs, demeurent 3 mesures d'habilitation, accordées sous le quinquennat 2017-2022, en attente d'ordonnance dont le délai de publication n'est pas expiré.

Loi d'habilitation	Article	Thème de l'habilitation
Loi « Climat et résilience » Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets	137	Permettre aux régions volontaires d'instituer, à compter du 1 ^{er} janvier 2024, des contributions spécifiques assises sur la circulation des véhicules de transport routier de marchandises empruntant les voies du domaine public routier national mises à leur disposition
Loi « 3DS » Loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale	198	Améliorer la lisibilité et moderniser le régime juridique de la publicité foncière
Loi « Assurance récolte » Loi n° 2022-298 du 2 mars 2022 d'orientation relative à une meilleure diffusion de l'assurance récolte en agriculture et portant réforme des outils de gestion des risques climatiques en agriculture	14	Préciser les principes d'organisation et d'intervention du fonds de secours pour l'outre-mer visant à l'indemnisation des pertes causées par un phénomène climatique défavorable

A. ORDONNANCES PUBLIÉES AU 13 MAI 2023

Ordonnance	Dépôt d'un instrument de ratification	Ratification
Ordonnance n° 2022-830 du 1 ^{er} juin 2022 relative aux contrôles de l'alcoolémie et de l'usage de stupéfiants dans le domaine de l'aviation civile	OUI	NON
Ordonnance n° 2022-831 du 1 ^{er} juin 2022 créant un régime de sanctions administratives et pénales permettant de réprimer le comportement de passagers aériens perturbateurs	OUI	NON
Ordonnance n° 2022-839 du 1 ^{er} juin 2022 relative aux agents de l'Office national des forêts	OUI	NON
Ordonnance n° 2022-883 du 14 juin 2022 relative au transfert à la direction générale des finances publiques de la gestion de la taxe d'aménagement et de la part logement de la redevance d'archéologie préventive	OUI	NON
Ordonnance n° 2022-887 du 14 juin 2022 portant prise en charge partielle par l'État, dans les zones non interconnectées au réseau métropolitain continental, des coûts associés à la conversion des usages des réseaux de gaz de pétrole liquéfié à l'électricité ou aux énergies renouvelables	NON	NON
Ordonnance n° 2022-1075 du 29 juillet 2022 portant développement des outils de gestion des risques climatiques en agriculture	OUI	NON
Ordonnance n° 2022-1076 du 29 juillet 2022 visant à renforcer le contrôle des règles de construction	OUI	NON
Ordonnance n° 2022-1086 du 29 juillet 2022 portant adaptation du droit français au règlement (UE) 2017/746 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2017 relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic <i>in vitro</i>	OUI	OUI ¹
Ordonnance n° 2022-1203 du 31 août 2022 prolongeant l'application des dispositions adaptant les conditions de versement de l'indemnité complémentaire à l'allocation journalière au contexte de l'épidémie de covid-19	OUI	NON

¹ Loi n° 2023-171 du 9 mars 2023 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des transports et de l'agriculture.

Ordonnance n° 2022-1229 du 14 septembre 2022 modifiant l'ordonnance n° 2021-1735 du 22 décembre 2021 modernisant le cadre relatif au financement participatif et l'ordonnance n° 2022-230 du 15 février 2022 relatif aux titres III à VIII de la partie législative du livre VII du code monétaire et financier	OUI	NON
Ordonnance n° 2022-1292 du 5 octobre 2022 prise en application de l'article 18 de la loi n° 2022-219 du 21 février 2022 visant à réformer l'adoption	OUI	NON
Ordonnance n° 2022-1293 du 5 octobre 2022 relative au détachement de salariés roulants ou navigants dans le domaine des transports	OUI	NON
Ordonnance n° 2022-1336 du 19 octobre 2022 relative aux droits sociaux des personnes détenues	OUI	NON
Ordonnance n° 2022-1421 du 10 novembre 2022 relative au régime budgétaire et comptable de l'établissement public local Paris La Défense	OUI	NON
Ordonnance n° 2022-1423 du 10 novembre 2022 portant diverses dispositions relatives au code minier	OUI	NON
Ordonnance n° 2022-1457 du 23 novembre 2022 portant dispositions de contrôles et de sanctions dans le cadre de la réforme des outils de gestion des risques climatiques en agriculture	OUI	NON
Ordonnance n° 2022-1521 du 7 décembre 2022 étendant aux collectivités relevant de l'article 74 de la Constitution et à la Nouvelle-Calédonie les dispositions de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale	OUI	NON
Ordonnance n° 2022-1524 du 7 décembre 2022 relative au casier judiciaire national automatisé prise pour l'application du règlement (UE) 2019/816 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 et de la directive (UE) 2019/884 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019	OUI	NON

Ordonnance n° 2022-1607 du 22 décembre 2022 relative à l'apprentissage transfrontalier	OUI	NON
Ordonnance n° 2022-1611 du 22 décembre 2022 relative à l'accès et à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine	OUI	NON
Ordonnance n° 2023-15 du 18 janvier 2023 portant extension outre-mer de certaines dispositions de la loi n° 2022-52 du 24 janvier 2022 relative à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure	OUI	NON
Ordonnance n° 2023-53 du 1 ^{er} février 2023 portant extension et adaptation aux îles Wallis et Futuna, à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie française des dispositions de la loi n° 2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique et de deux ordonnances prises en application de son article 40 et relatives aux dispositifs médicaux et aux dispositifs médicaux de diagnostic <i>in vitro</i>	OUI	NON
Ordonnance n° 2023-77 du 8 février 2023 relative à l'exercice en société des professions libérales réglementées	NON	NON
Ordonnance n° 2023-78 du 8 février 2023 relative à la prise en charge des conséquences des désordres causés par le phénomène naturel de mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	OUI	NON
Ordonnance n° 2023-80 du 8 février 2023 relative au bail réel solidaire d'activité	OUI	NON
Ordonnance n° 2023-208 du 28 mars 2023 portant partie législative du code de l'artisanat	NON	NON

B. HABILITATIONS ACCORDÉES AU 13 MAI 2023

Loi	Nombre d'habilitations
Loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023	1
Loi n° 2023-140 du 28 février 2023 créant une aide universelle d'urgence pour les victimes de violences conjugales	1
Loi n° 2023-171 du 9 mars 2023 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des transports et de l'agriculture	8
Loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables	1

Consulter les travaux relatifs au suivi des ordonnances :
<https://www.senat.fr/travaux-parlementaires/controle-et-evaluation/suivi-des-ordonnances.html>

